

MERCI DE DIFFUSER LARGEMENT:

Aux enseignants-coordonateurs de la MGIEN, dans les établissements scolaires, dans les Centres d'Information et d'Orientation, aux Associations de parents d'élèves, aux Associations proches de la MGIEN, aux élus locaux et nationaux, à la presse locale et nationale...

PARIS, le 16 décembre 2005

**MISSION GENERALE D'INSERTION DE L'EDUCATION NATIONALE :
IMPULSION DE L'INTERSYNDICALE NATIONALE
(SNES-FSU, SNCA e.i.L, UNSEN-CGT, SUD EDUCATION, SGEN-CFDT)**

PREPARATION DE LA MOBILISATION DU JEUDI 26 JANVIER 2006

Le 08 novembre 2005, au cours de l'Assemblée Générale de la Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale à la Bourse du Travail de PARIS, où étaient représentées de nombreuses Académies, un état des lieux de la situation des personnels et des actions de la MGIEN a été réalisé. Face au gâchis humain et pédagogique qui s'annonce, provoqué à la fois par des choix politiques et par une gestion administrative et financière de la MGIEN qui semble dénuée de toute transparence et pour le moins imprécise (ce que le SNCA e.i.L dénonce publiquement depuis de nombreuses années), le **SNCA e.i.L a appelé à l'unité syndicale pour défendre les personnels et les actions de la MGIEN encore très menacés.**

A cet appel, les participants à l'Assemblée Générale se sont déclarés favorables à l'unanimité.

Dans un contexte social très tendu avec une montée en puissance de la pauvreté, de la précarité, du repli sur soi, avec une Ecole de la République qui génère toujours autant voire plus d'exclusion, avec une montée de violence de plus en plus visible et pas seulement chez les adolescents, **il est absolument irresponsable de fragiliser à ce point une structure de l'Education Nationale qui scolarise chaque année dans des actions spécifiques 75000 jeunes de 16 ans ou plus parmi les plus en difficulté .**

Ces jeunes que l'on appelle « les décrocheurs », les « sans solution » sont au moins 150000 chaque année à sortir du système éducatif sans qualification. Ce nombre, on l'entend partout : à la radio, dans les débats télévisés, dans les journaux...

Pourtant depuis 2004, les moyens de la Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale ont été pratiquement divisés par deux : licenciements de personnels, diminution du nombre de classes, ouverture plus tardive des classes, effectif plus élevé, semaines de cours réduites, moyens matériels en baisse...Et une demande de plus en plus forte !

Les enseignants-coordonateurs contractuels qui sont encore en poste (car beaucoup ont été licenciés) sont souvent isolés, sous pression, marginalisés au sein des Etablissements scolaires, subissent une surcharge de travail considérable, sont sous-payés, font face à des situations difficiles : violence, jeunes en grande souffrance sociale et sanitaire. La précarité pour panser la précarité ! Quant aux titulaires, leurs conditions de travail sont tout aussi déplorables et leurs droits de fonctionnaires titulaires très souvent bafoués.

Il est important de noter que pendant et après les événements qui se sont produits dans « les banlieues » fin octobre et novembre 2005 que le SNCA e.i.L a considéré très vite comme un mouvement social, il a beaucoup été question de l'Ecole et pour cause. La Mission Générale d'Insertion à l'agonie, l'Enseignement Professionnel Public attaqué de toutes parts, sans parler du manque de moyens des Missions Locales et des associations : les conséquences sociales étaient prévisibles.

Le 15 décembre 2005, des responsables du SNCA e.i.L, du SNES-FSU, de l'UNSEN-CGT, de SUD EDUCATION et du SGEN-CFDT, se sont retrouvés à la Bourse du Travail de PARIS pour évoquer l'évolution de la situation de la MGIEN et définir les actions à mener sur le terrain dans les prochaines semaines.

L'Intersyndicale nationale, tant souhaitée par les personnels et indispensable face à la situation, a donc été impulsée.

Elle propose une journée de mobilisation devant les Rectorats de chaque Académie le jeudi 26 janvier 2006. Des préavis seront déposés en bonne et due forme. Dans chaque Académie, les personnels pourront s'organiser et définir les modalités précises de la mobilisation (heure, lieu de rassemblement). Il s'agit bien d'une action nationale, mais déconcentrée. Les mobilisations devant les Rectorats devront s'accompagner de demande d'audience auprès du Recteur. Pour ce « temps fort » du jeudi 26 janvier 2006, il est essentiel de mobiliser des collègues hors MGIEN : enseignants, conseillers d'orientation psychologues, éducateurs, parents d'élèves... Cette préparation doit s'engager dès la rentrée de janvier 2006 : informer les collègues, diffuser des articles...

Dès début janvier 2006, une campagne de pétitions sera engagée. L'Intersyndicale nationale diffusera largement le modèle de la pétition. Cette pétition devra circuler dans les établissements scolaires, les Centres d'Information et d'Orientation, les associations de parents d'élèves, les associations proches de la MGIEN et parmi les citoyens (la MGIEN est d'utilité publique)...En un temps très court, il faudra recueillir un maximum de soutien. Cette pétition sera un moyen de pression sur les Recteurs d'Académie et sur le Ministre de l'Education Nationale. Le SNCA e.i.L insiste sur le fait que les pétitions devront être centralisées dans chaque Académie afin de pouvoir les présenter le jeudi 26 janvier 2006.

L'Intersyndicale nationale (SNCA e.i.L, SNES-FSU, UNSEN-CGT, SUD EDUCATION et SGEN-CFDT) qui se retrouvera le lundi 09 janvier 2006 pour finaliser les modalités des actions, demandera une audience au Ministre de l'Education Nationale. Pour les Académies d'Ile de France, l'Intersyndicale nationale demandera une audience à chaque Recteur, ainsi qu'au Président de la Région. Par ailleurs une plate-forme revendicative sera élaborée. Tous les documents seront disponibles sur les sites des organisations de l'Intersyndicale.

Pour la réussite de ces actions, et en considérant que le temps pour les préparer sera court, l'organisation dans chaque Académie (partage des rôles, préparation du matériel syndical : copies de la pétition, pancartes pour la manifestation, demande d'audience, désignation d'une délégation...) et la diffusion d'informations entre les collègues de chaque Académie et entre chaque Académie et les représentants de l'Intersyndicale nationale seront DETERMINANTES.

Le SNCA e.i.L considère que, face aux enjeux (chômage pour les enseignants-coordonateurs contractuels et « reclassement » éventuel pour les titulaires), disparition d'une spécificité du système éducatif qui a largement fait ses preuves et n'a cessé de se perfectionner grâce au dévouement, à l'engagement et à la créativité des personnels de terrain (des rapports officiels le montrent) et donc abandon par l'Ecole de la République de milliers de jeunes issus dans une très grande majorité des classes défavorisées, la détermination doit être au maximum.

Tous les réseaux doivent fonctionner, et l'opinion publique, comme en mai et juin 2004, doit être sensibilisée.

Le SNCA e.i.L est un jeune syndicat, très attaché à la Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale et très engagé pendant la crise de 2004. Le SNCA e.i.L est un membre actif de l'Intersyndicale de la MGIEN dans l'Académie de VERSAILLES. Il compte aujourd'hui dans ses rangs un grand nombre de collègues de la MGIEN.

Dans les semaines et les mois à venir, le SNCA e.i.L souhaite apporter toute son énergie, tout son enthousiasme, toute sa détermination à ses partenaires syndicaux et aux collègues en lutte pour la sauvegarde de leurs emplois et des actions de la MGIEN.

Il est utile de préciser que c'est toujours du « terrain » que s'obtiennent les victoires et que les organisations syndicales ne peuvent souvent rien si le « terrain » n'est pas mobilisé de façon très active, s'il ne se saisit pas de son propre destin. C'est le « terrain » qui décide, c'est le « terrain » qui agit car c'est « sur le terrain » que les choses se passent.

Le syndicalisme de terrain est le seul syndicalisme capable de remporter de grandes victoires. Car c'est « le terrain », quand il est déterminé, solidaire, organisé, qui sait convaincre les décideurs publics.

C'est pourquoi cette action nationale MGIEN ne peut être pilotée de façon directive. Elle doit donner un cadre, des moyens et des objectifs mais c'est aux personnels dans les Académies de créer, aux côtés des organisations syndicales, le rapport de force.

S'organiser, se rassembler, s'informer, faire preuve de courage, de conviction et de détermination. PARFOIS N'ETRE QU'UNE POIGNEE SUFFIT, MAIS QU'ELLE SOIT FERME.

Un appel à la mobilisation de l'Intersyndicale nationale sera diffusé prochainement. Il pourra servir de modèle dans les Académies.

Le SNCA e.i.L appelle les autres organisations à rejoindre l'Intersyndicale nationale, en appelle à la solidarité de tous les personnels de l'Education Nationale forcément concernés et plus largement les citoyens.

Coordonnées des responsables de l'action pour le SNCA e.i.L:

☎ 06.81.82.45.15 ou 06.10.64.34.09

@ : val.amougou@caramail.com